

[Français]

## LES FINANCES

L'APPLICATION AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES DU BILL  
SUR LES PROFITS EXCESSIFS

**M. Henry Latulippe (Compton):** Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Dirait-il si les propositions législatives interdiront aux institutions financières les marges de profits élevés, tels que nous les connaissons, dans la pratique qui consiste à faire augmenter les prix, et par conséquent, le coût de la vie et l'inflation? Dans l'affirmative, de nouvelles conditions seront-elles insérées à cet effet dans le nouveau projet de loi relatif aux enquêtes sur les coalitions?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, si le député veut bien se référer au projet de loi sur les pratiques abusives, dont la Chambre est saisie, il verra qu'effectivement il contient des mesures pour empêcher ces profits excessifs lorsque, dans certaines conditions, ils proviennent de l'élargissement de la marge entre les coûts et les prix.

**M. Latulippe:** Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Le très honorable premier ministre dirait-il également si les pratiques financières commerciales actuelles sont contestables, ou si elles sont considérées comme acceptables et inoffensives par rapport aux causes de l'inflation et de l'augmentation du coût de la vie?

**M. Trudeau:** Certaines pratiques, monsieur le président, sont certainement inacceptables, et c'est pourquoi nous sommes saisis, à la Chambre, de deux projets de loi, l'un sur les profits excessifs, et l'autre sur la concurrence, qui permettraient légalement au gouvernement d'intervenir pour empêcher ces pratiques inacceptables, et c'est encore une raison—et je remercie le député de le signaler—qui nous incite à penser que cette législation devrait être adoptée avant la dissolution des Chambres.

[Traduction]

L'AUGMENTATION DES RECETTES ET DES DÉPENSES DU  
GOUVERNEMENT—LE BUDGET ET L'INFLATION

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre des Finances une question supplémentaire qui se rattache à celle de mon honorable ami de Trinity. Il s'agit d'une réplique à l'exhortation du premier ministre qui prie les députés de l'opposition de fournir des renseignements exacts. Depuis 1968, les dépenses du gouvernement se sont accrues de 136.9 p. 100 et d'après le dernier budget du ministre, les dépenses ont augmenté de 22 p. 100 et les recettes sur la base des comptes nationaux, de 26 p. 100. Je demande au ministre de bien vouloir prier un de ses collègues qui parlera cet après-midi dans le temps limité qui reste au gouvernement, de nous donner les raisons, autres que celles peu convaincantes que nous a fournies le ministre, pourquoi son budget n'est pas, en fait, un budget fort inflationniste?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, mon collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, va traiter de ce sujet et, en analysant les prévisions de dépenses pour 1974-1975, indiquer, en se fondant sur les faits, que l'accroissement des biens et services projeté par le gouvernement fédéral est de 12 p. 100. Lorsque le député fera le relevé des comptes, pour la

## Questions orales

gouverne de la Chambre et du pays, je pense qu'il apprendra des choses sur lesquelles il aurait dû se renseigner avant de poser sa question.

● (1500)

L'OCTROI DE PRÊTS AUX CULTIVATEURS—LES RÉSULTATS DE  
L'INTERVENTION MINISTÉRIELLE AUPRÈS DES BANQUES

**M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Il y a quelque temps, le ministre avait déclaré qu'il aurait des entretiens avec des représentants des banques canadiennes, pour faire en sorte que des fonds soient mis à la disposition des agriculteurs aux termes de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, étant donné que certaines banques ne semblent pas disposées à prêter des fonds pour l'amélioration de ces terres. Le ministre a-t-il eu ces entretiens et à quoi ont-ils abouti?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je vais justement donner la réponse à cette question au collègue du député, le représentant de Lisgar, et je lui ferai parvenir une copie de ma lettre.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

LES ALLÉGATIONS DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DU  
PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES QUANT AUX PROFITS  
RÉALISÉS PAR LES AVICULTEURS—LES EXPORTATIONS  
D'ENGRAIS CHIMIQUES

**M. H. W. Danforth (Kent-Essex):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre de l'Agriculture. Comme le gouvernement, dans sa lutte contre la hausse des prix des produits alimentaires, s'est efforcé surtout de favoriser par tous les moyens un accroissement de la production de denrées alimentaires au Canada, le ministre accepte-t-il sans broncher ou va-t-il réfuter publiquement les allégations de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, selon lesquelles, grâce aux offices de commercialisation et autres moyens, les producteurs canadiens réalisent des bénéfices exorbitants, notamment du côté des œufs et des autres produits laitiers?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, je signale au député qu'il serait trop long de rectifier à la Chambre les affirmations erronées et incendiaires parues dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui, mais je ferai publier un nouveau communiqué au cours de la journée.

**M. Danforth:** Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire relative à la production des denrées alimentaires. Comme cette production est fortement atteinte également par le prix des engrais et l'offre dans ce domaine, le ministre pourrait-il nous dire quelle proportion de nos approvisionnements d'engrais le Canada exporte-t-il pour aider les nations en voie de développement, comme l'a signalé le ministre des Finances dans son exposé budgétaire?

**M. Whelan:** Monsieur l'Orateur, depuis longtemps, le gouvernement du Canada fait fabriquer des engrais à l'intention des pays en voie de développement et un grand nombre d'usines ont été créées à cette fin car, de cette façon, nous pouvons les aider beaucoup mieux qu'auparavant. Nous avons continué à faire des exportations vers les pays dans le besoin car, j'en suis certain, aucun député ne